REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

CSPH
CAISSE DE STABILISATION DES PRIX DES HYDROCARBURES

HPSF
HYDROCARBONS PRICES STABILIZATION FUND

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 07/26/AONR/CSPH/CIPM DU 26 NOV 2026 POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE BARRIERE DE SECURITE AU CENTRE EMPLISSEUR GPL DE MAROUA

1. OBJET

Le Directeur Général de la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures, lance un Avis d'Appel d'Offres pour la réalisation des travaux de construction d'une barrière de sécurité au centre emplisseur GPL de Maroua.

Le présent Appel d'Offres fait suite à l'Appel de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt n°**06/26/ASMI/CSPH/DG/DRHMG/SDMG/SM** du **25 août 2026.**

2. CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres portent sur :

- les travaux préparatoires et d'installation de chantier ;
- les travaux de terrassement et d'implantation ;
- les travaux de fondations en béton armé ;
- les travaux de construction du mur et de la barrière de sécurité ;
- les travaux de maçonnerie, béton armé et ouvrage en béton ;
- les travaux de ferronnerie et métallerie (portails, grilles, clôtures métalliques, garde-corps, etc.) ;
- les travaux de serrurerie et dispositifs de contrôle d'accès ;
- les travaux d'électricité pour l'alimentation des équipements de sécurité, d'éclairage et de contrôle d'accès ;
- les travaux de peinture, traitement anticorrosion et finitions ;
- les travaux d'assainissement et d'évacuation des eaux pluviales ;
- les travaux d'aménagement des abords, des voies d'accès et des plateformes ;
- la fourniture et l'installation de la signalisation et des équipements de sécurité.

3. TRANCHES/ALLOTISSEMENT

Les travaux sont répartis en un (01) lot.

4. COÛT PREVISIONNEL

Le montant TTC global du projet est de **deux cent cinquante millions (250 000 000) F CFA.**

5. DELAI D'EXECUTION

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de **huit (08) mois** calendaires.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation est ouverte aux soumissionnaires ci-après, candidats pré-qualifiés à l'issue de l'Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt **n°06/26/ASMI/CSPH/DG/DRHMG/SDMG/SM du 25 août 2026**. Il s'agit de :

N°	Noms des soumissionnaires préqualifiés	Adresses
1.	EMA-SERVICES SARL	B.P. : 30161 Yaoundé 695 45 66 18 / 655 29 25 29
2.	ETIC BTP SARL	B.P. : 8256 Douala 677 84 20 99 / 694 70 04 00
3.	ETS NEIMA	B.P. : 2504 Yaoundé 690 41 59 84

7. FINANCEMENT

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres sont financées par le **budget d'investissement de la CSPH, exercice 2026** à travers la ligne d'imputation : **230/14.**

8. MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cet Appel d'Offres est hors ligne.

9. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des

marchés publics et dont la liste figure dans la pièce n°14 du DAO. Ledit cautionnement devra **être accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun (CDEC)** conformément à lettre-circulaire n° 000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics.

Le montant de la caution de soumission s'élève à **cinq millions (5 000 000) FCFA** toutes taxes comprises (TTC) et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables auprès du Chef de Service des Marchés de la CSPH, à la porte 339 du bâtiment siège sis au Carrefour Warda à Yaoundé, téléphone 222 50 30 00, dès publication du présent Avis.

11. ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu aux heures ouvrables auprès du Chef de Service des Marchés de la CSPH, à la porte 339 du bâtiment siège sis au Carrefour Warda à Yaoundé, téléphone 222 50 30 00, dès publication du présent avis sur présentation d'une quittance de versement au compte spécial CAS-ARMP n° 335988-60-001.94, ouvert auprès de la Banque Internationale pour le Commerce, l'Epargne et le Crédit (BICEC), de la somme non remboursable de **cent cinquante mille (150 000) francs CFA.**

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. REMISE DES OFFRES

Chaque offre rédigée en français ou en anglais et présentée en sept (07) exemplaires, dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir au Service des Marchés de la CSPH, porte 339 du bâtiment siège, sis au carrefour Warda à Yaoundé, téléphone 222 50 30 00, au plus tard le 17 DEC 2026 à **11 heures**, heure locale. Elle pourra être acheminée par poste en recommandé avec accusé de réception, ou déposée contre récépissé et devra porter la mention :

« APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 37 /26/AONR/CSPH/CIPM DU 26 NOV 2026 POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE BARRIERE DE SECURITE AU CENTRE EMPLISSEUR GPL DE MAROUA »

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

13. RECEVABILITE DES PLIS

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis s'effectuera en un (01) temps. Elle aura lieu dans la salle de réunion du 2e étage de l'immeuble siège de la CSPH, sis au Carrefour Warda à Yaoundé, à la porte 223, le 17 DEC 2026 à **12 heures**, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de la CSPH, siégeant en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance des offres.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de **moins de trois (03) mois** à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. CRITERES D'EVALUATION

A) CRITERES ELIMINATOIRES

Les critères éliminatoires du présent Appel d'Offres sont les suivants :

- **A l'analyse des pièces administratives :**
  a) la non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
  b) fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
  c) absence de la caution de soumission « **timbrée** » accompagnée du **récépissé CDEC**.
- **A l'analyse de l'offre technique :**
  a) dossier technique incomplet ou non conforme aux prescriptions du DAO ;

b) ne pas avoir obtenu au **moins 70% des « OUI »** à l'issue de l'analyse technique ;
c) fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
d) absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
e) absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
f) absence d'un document prouvant une capacité financière de **quatre-vingt-cinq millions (85 000 000)** de francs CFA ;
g) absence dans l'offre technique d'une déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire atteste non seulement qu'il n'a pas abandonné de Marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le Ministère des Marchés Publics.

- **A l'analyse de l'offre financière :**

a) offre financière incomplète ;
b) absence d'un prix unitaire quantifié.

B) CRITERES ESSENTIELS

Les critères essentiels relatifs à la qualification des candidats sont les suivants :

N°	Critères	Notation
1	Présentation de l'offre	**04 critères**
2	Références du soumissionnaire	**06 critères**
3	Qualifications et expériences du personnel	**20 critères**
4	Moyens logistiques, techniques et matériels	**10 critères**
5	Méthodologie et organisation du travail	**03 critères**
6	Attestation de visite du site	**01 critère**
7	Acceptation des conditions de Marché	**02 critères**
	TOTAL GENERAL	**46 critères**

Pour être qualifié il faut avoir satisfait au moins **trente-deux (32)** critères sur **quarante-six (46)**.

16. ATTRIBUTION

Les offres seront ouvertes en un (01) temps et évaluées en trois (03) étapes (administrative, technique et financière).

Le Maitre d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre financière est évaluée la moins-disante.

17. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date limite de remise des offres.

18. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toute demande de renseignements complémentaires, concernant le présent Dossier d'Appel d'Offres, peut être adressée au Directeur Général de la CSPH, Maître d'Ouvrage, téléphone 222 50 30 00, au plus tard quatorze (14) jours avant la date limite de dépôt des offres.

19. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, 26 NOV 2026

LE MAITRE D'OUVRAGE,

Okie Johnson Ndoh
Inspecteur d'Etat

Copies :

- **ARMP (pour publication et archivage)**
- **Maitre d'Ouvrage**
- **Président CIPM**
- **Affichage Chrono**

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

CSPH
CAISSE DE STABILISATION DES PRIX DES HYDROCARBURES

HPSF
HYDROCARBONS PRICES STABILIZATION FUND

NOTICE OF RESTRICTED NATIONAL CALL TO TENDER No. 077 /26/AONO/CSPH/CIPM OF 26 NOV 2026 FOR THE CONSTRUCTION OF A SECURITY FENCE AT THE MAROUA LPG FILLING CENTRE

1. SUBJECT

The Director General of the Hydrocarbons Prices Stabilization Fund hereby launches a Notice of Request for Expressions of Interest for the construction of a security fence at the Maroua LPG filling center.

This Call for Tenders follows the Call for Expressions of Interest No. **06/26/ASMI/CSPH/DG/DRHMG/SDMG/SM** of **25 August 2026.**

2. NATURE OF WORKS

Works, subject of this Call to Tender consist in:

- Site preparation and installation;
- groundworks and site preparation;
- reinforced concrete foundation works;
- construction of the wall and security fence;
- masonry, reinforced concrete and cement works;
- metalwork and structural steelwork (gates, grilles, metal fences, balustrades, etc.);
- locksmithing and access control systems;
- electrical works to supply power to safety, lighting and access control equipments;
- painting, anti-corrosion treatment and finishing works;
- drainage and rainwater disposal works;
- works to develop the surrounding areas, access routes and platforms;
- the supply and installation of signs and safety equipment.

3. LOTS/ALLOCATION

The works are divided into one (01) lot.

4. ESTIMATED COST

The total cost of the project, including VAT, is **CFAF two hundred and fifty million (250,000,000)**.

5. EXECUTION DEADLINE

The maximum deadline set by the Project Owner for the completion of the works covered by this Call to tender is **eight (08) calendar months**.

This deadline shall run from the date of notification of the service order to commence the services.

6. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation is open to the following bidders, pre-selected following the Notice of Request for Expressions of Interest **no.06/24/ASMI/CSPH/DG/DRHMG/SDMG/SM of 25 August 2026.** These included:

N°	Names of pre-qualified tenderers	Addresses
1.	EMA-SERVICES SARL	P.O BOX 30161 Yaoundé 695 45 66 18 / 655 29 25 29
2.	ETIC BTP SARL	P.O BOX 8256 Douala 677 84 20 99 / 694 70 04 00
3.	ETS NEIMA	P.O BOX 2504 Yaoundé 690 41 59 84

7. FINANCING

Works, subject of this Call to Tender, shall be financed by the budget of the HPSF for the 2026 financial year, through budget line: **230/14.**

8. METHOD OF SUBMISSION

The method of submission selected for this Call to Tender is offline.

9. BID BOND

Each bidder must enclose in his/her administrative file a bid bond, paid in cash, issued by a body or financial institution accredited by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts of which the list appears in Exhibit No. 14 of the Tender

Document. The bond must be accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund of Cameroon (CDEC) in accordance with Circular Letter No. 000019/LC/MINMAP of 05 June 2024 relating to the terms and conditions for the constitution, deposit, conservation, return and release of bonds for public contracts.

The amount of the bid bond is **five million hundred thousand CFAF (5,000,000)** all taxes included (Inc. Taxes) and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the bids.

The absence of a bid bond issued by a first-rate bank or a category 1 financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public contracts will result in the outright rejection of the bid. A submitted bid bond which is unrelated to the consultation in question shall be considered lacking.

A bid bond submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10. CONSULTATION OF THE TENDER DOCUMENTS

The Tender Documents may be consulted during working hours from the HPSF Contracts Service Head, Room 339 of the head office building located at "Carrefour" Warda in Yaoundé, telephone: 222 50 30 00, upon publication of this Notice.

11. ACQUISITION OF THE TENDER DOCUMENTS

The Tender File can be obtained during working hours from the HPSF Contracts Service Head; Room 339 of the head office building located at Carrefour Warda in Yaoundé, Telephone 222 50 30 00, following the publication of this Notice, and upon presentation of the payment receipt of the sum of **one hundred and fifty thousand CFA (150,000)**, into the special account CAS-ARMP No.3335988- 60-001.94 opened at BICEC Bank.

It is also possible to obtain the electronic version of the document by downloading it free of charge from the addresses listed above for the electronic version. However, submission by post or electronically is subject to payment of the TD purchase fee.

12. SUBMISSION OF BIDS

Each bid, written in French or English and submitted in seven (07) copies, including the original and six (06) copies marked as such, must reach the HPSF Contracts Service Room 339 of the head office building, located at "Carrefour" Warda in Yaoundé, telephone: 222 50 30 0, no later than 17 DEC 2026 at 11a.m. local time. Bids may be sent by

registered mail with acknowledgement of receipt, or deposited against a receipt and shall be labelled as such:

"RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER NO. 37/26/AONR/CSPH/CIPM OF 26 NOV 2026 FOR THE CONSTRUCTION WORKS OF A SECURITY FENCE AT THE MAROUA LPG FILLING CENTRE

"TO BE OPENED ONLY DURING THE BID OPENING SESSION"

13. ADMISSIBILITY OF BIDS

The administrative file, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Project Owner will declare the following bids inadmissible:

- envelopes bearing information on the identity of the bidders;
- envelopes received after the deadline for submission;
- envelopes that do not reference the name of the Tender Document;
- bids that do not comply with the method of submission;
- bids that do not comply with the number of copies specified in the General Regulations of the Invitation to Tender (GRIT), or bids in photocopies only.

Any bid that is incomplete in accordance with the requirements of the Tender Documents shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a body or financial institution of the first-rate category approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the Tender Documents will result in the outright rejection of the bid without room for appeal.

A submitted bid bond which is unrelated to the consultation in question shall be considered lacking. A bid bond submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

14. OPENING OF BIDS

Bids shall be opened in one (01) phase. They shall be opened in Meeting Room 223 on the 2nd floor of the HPSF Head Office building located at Carrefour Warda in Yaoundé, on 17 DEC 2026 at 12 noon, local time, by the Internal Tender Board of the HPSF, in the

presence of bidders or their duly mandated representatives having perfect knowledge of the bids.

Only bidders may attend the opening session or be represented by a single person of their choice, duly authorized, even in the case of a group of companies.

Subject to rejection, the required administrative documents must be presented in originals or in copies certified by the issuing authority or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the General Regulations of the Invitation to Tender. The documents must be dated less than **three (03) months** old from the date of the initial submission of bids or must have been established after the date of signature of the Invitation to Tender.

In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file when the bids are opened after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

15. EVALUATION CRITERIA

A) ELIMINATION CRITERIA

The elimination criteria of this Call to Tender are as follows:

- **Analysis of Administrative Documents:**
  a) Failure to produce, within 48 hours of the bid opening, any part of the administrative file deemed non-compliant or lacking at the bid opening (except for the bid bond);
  b) False declaration or forged document;
  c) Absence of the **'stamped'** bid bond accompanied by the **receipt from CDEC**.

- **Analysis of the Technical Bid:**
  a) Incomplete or non-conforming Technical File in line with the specifications of the Tender File (TF);
  b) Failure to obtain at least **70 % of "YES"** at the end of the technical analysis;
  c) False declaration or forged document;
  d) Absence of a dated and signed integrity charter;
  e) absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;

f) absence of a document proving financial capacity of **CFAF eighty-five million (85,000,000);**

g) Absence in the technical bid of a sworn declaration by which the bidder not only certifies the non-abandonment of a Contract during the last three (03) years, but also that he/she does not feature on the list of defaulting companies established yearly by the Ministry of Public Contracts.

- **Analysis of the Financial Bid:**

a) Incomplete financial bid;

b) Absence of a quantified unit price

b) <u>ESSENTIAL CRITERIA</u>

The essential criteria for the qualification of bidders are as follows:

No.	Criteria	RATING
1	Presentation of the bid	**4 criteria**
2	References of Bidder	**6 criteria**
3	Qualifications and experiences staff	**20 criteria**
4	Logistical, technical and material resources	**10 criteria**
5	Methodology and organization of work	**03 criteria**
6	Attestation of site visit	**1 criterion**
7	Acceptance of contract terms	**02 criteria**
	OVERAL TOTAL	**46 criteria**

To qualify, candidates must have met at least **thirty-two (32)** out of **forty-six (46)** criteria

16. <u>CONTRACT AWARD</u>

Bids will be opened in one (01) phase and evaluated in three (03) stages (administrative, technical and financial).

The Project Owner will award the contract to the bidder who has submitted a bid meeting

the required technical and financial qualification criteria and whose financial bid is evaluated as the lowest bid.

17. VALIDITY OF BIDS

Bidders shall be bound by their bids for a period of **ninety (90) days** with effect from the deadline of submission of bids.

18. FURTHER INFORMATION

Any request for further information on this Call to Tender may be addressed to the Director General of the HPSF, Project Owner, Telephone 222 50 30 00, no later than fourteen (14) days before the deadline for the submission of Bids.

19. FIGHT AGAINST CORRUPTION AND MALPRACTICES

To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) the numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé, 26 NOV 2026

PROJECT OWNER,

Okie Johnson Ndoh
Inspecteur d'Etat

Copy:

- **ARMP (for publication et archives)**
- **Project Owner**
- **Chairperson of the ITB**
- **Notice board**